

nipeg; 53c. sur le blé et 38c. $\frac{3}{4}$ sur la farine font qu'on dérobe 91c. $\frac{3}{4}$ au public canadien sur chaque sac de farine. Si l'on établit la consommation du Canada à neuf millions de barils de farine par an, le pays a payé \$16,470,000 de trop pour sa farine. Nous discutons des vétilles dans le budget, mais je demande qui accapare nos gains? Grâce au tarif protecteur les meuniers canadiens ont possédé le marché canadien depuis des années.

M. CAHAN: L'honorable député pourrait nous citer la différence entre les salaires payés par les meuniers du Canada et les salaires semblables en Angleterre.

M. EVANS: C'est une question fort importante. Je ne saurais y répondre explicitement. Je puis néanmoins dire ceci: La politique que mon honorable ami appuie a tellement élevé le prix de la vie et les frais de production au Canada, que tous nos articles d'exportation ne sont pas au même rang sous le rapport du prix que les produits de l'univers. On nous vole \$16,470,000 par an sur la farine du pays.

M. CAHAN: Est-il juste de dire qu'on a volé cette somme sans tenir compte des salaires plus élevés payés par les minoteries canadiennes comparativement aux minoteries anglaises?

M. EVANS: Je crois avoir répondu franchement à cette question. Le fait existe que les produits de l'industrie fondamentale du pays sont vendus en concurrence avec la main-d'œuvre à bon marché de l'univers. La production devrait coûter moins cher au Canada que partout ailleurs, mais la politique de protection appuyée par mon honorable ami a élevé les frais de production bien au-dessus des prix mondiaux et c'est la réponse à sa question. Si les salaires sont trop élevés pour que les meuniers soutiennent la concurrence est-il juste de demander de nouveau à cette industrie fondamentale de payer la farine assez cher pour qu'un profit existe sur les produits exportés comme sur le commerce local?

M. CAHAN: Est-ce que l'honorable député n'assume pas tout d'abord que l'agriculture est une industrie fondamentale dans un sens spécial? Secondement, la politique qu'il conseille n'aurait-elle pas pour résultat de forcer tout le monde au pays à produire des produits agricoles et rien autre?

M. EVANS: L'honorable député dit que nous devrions tous être producteurs de blé.

M. CAHAN: Il n'y aurait pas de place pour autre chose.

M. EVANS: Il est vrai que si l'industrie fondamentale était aujourd'hui soulagée de ce fardeau supplémentaire de la protection,

nos terres vacantes seraient occupées par des cultivateurs prospères d'un bout à l'autre du pays. Qu'est-ce que cela signifierait? Cela signifierait que toutes nos industries, sans exception, donneraient leur plein rendement pour fournir aux besoins de l'industrie fondamentale.

M. CAHAN: Ou des industries étrangères.

M. EVANS: Parce qu'on doit supposer que l'agriculture, étant l'industrie fondamentale, toutes les autres lui sont subsidiaires. Pour avoir un véritable système économique, toutes les autres industries devraient être secondaires à cette industrie fondamentale, et si les produits de ces autres industries ne peuvent pas se vendre sur les marchés mondiaux d'après leurs mérites et leur prix de production, je prétends que le pays fait mieux de s'en passer. Dans tout pays et même dans tout commerce dirigé par une compagnie particulière, on pêche contre les lois économiques si chacune des parties constituantes ne se suffit pas à elle-même.

M. CAHAN: Est-ce une mauvaise loi économique que de produire au pays à un prix plus élevé, tout article de consommation qui peut être fabriqué à l'étranger à meilleur compte?

M. EVANS: Si en l'étudiant on trouve qu'une industrie quelconque est essentielle et nécessaire au bien-être du pays, le pays devrait poursuivre cette industrie, quoi qu'il en coûte.

M. CAHAN: Très bien, très bien!

M. EVANS: Mais voici ce que je voulais dire: C'est à l'honorable député qu'incombe la tâche de démontrer que cette industrie est réellement nécessaire à la prospérité du pays.

M. CAHAN: C'est là la question.

M. GARLAND (Bow-River): Si l'honorable député de Saint-Laurent-Saint-Georges était conséquent avec sa politique il appliquerait certainement un droit élevé sur l'antracite.

M. FOSTER: Mettez-en un, dans tous les cas.

M. GARLAND (Bow-River): Vous le préconisez depuis des années, mais je vous défie de le faire.

M. CAHAN: Oh, ces autocrates de l'Ouest!

M. GARLAND (Bow-River): Cela ferait peut-être très bien l'affaire de l'Ouest, mais pas celle de mon honorable collègue.

M. EVANS: Je serais l'un des premiers à préconiser une politique nationale en toutes choses, si cela devait rapporter.